

Le pays qui voulait exister (seconde partie)

Dès sa constitution au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier s'est divisé sur la question nationale, tiraillé entre le soutien aux peuples aspirant à la liberté et le rejet du nationalisme, du chauvinisme. Ce combat pour l'indépendance prit un caractère progressiste chaque fois qu'il se combina avec la lutte contre le capitalisme. Mais quand la révolution est trahie, le terrain devient propice, pour un temps, au développement des forces les plus réactionnaires.

C'est ce qui se passa en Ukraine durant les années trente, ce phénomène se manifestant pour l'essentiel dans les territoires ukrainiens de l'ouest contrôlés par la Pologne. Puis l'aspiration démocratique à l'indépendance reprit toute sa vigueur, dans l'ensemble de l'Ukraine, à partir des années soixante.

Une révolution doublement trahie

La révolution de 1917, mettant à bas le régime tsariste, ouvrait dans tout l'Empire défunt la possibilité d'en finir avec l'ancien régime et avec le capitalisme. Pour les peuples opprimés, c'était la possibilité d'une indépendance longtemps espérée. La contre-révolution stalinienne mit fin à ce double espoir. En Ukraine soviétique, la famine dévastatrice des années 1929-31 finit de briser les rêves de toute une génération (cf. précédent article, *L'Émancipation* n° 6).

Ces événements se répercutèrent dans les territoires ukrainiens de l'ouest, pour l'essentiel sous domination polonaise depuis 1921-23 (et pour une petite part en Tchécoslovaquie et Roumanie).

La question nationale dans les territoires de l'ouest

Les Ukrainiens de Pologne regardèrent d'abord avec sympathie le processus révolutionnaire qui se développait à l'est. Mais ensuite, le développement de la politique bureaucratique, la répression et, finalement, l'horreur de la Grande famine fit du soi-disant "socialisme" un repoussoir.

Ces Ukrainiens rejettent avec force le pouvoir polonais (détenu à partir de 1926 par Pilsudski) mais sont hostiles à la tutelle russe et bureaucratique qui pèse sur l'Ukraine dite "soviétique". Ce double rejet conduit un certain nombre d'Ukrainiens de l'Ouest à se tourner vers une nouvelle organisation : l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (l'OUN), qui entend combattre le joug polonais et celui de Moscou. Cette organisation,

ouvertement réactionnaire, est créée en 1929 en territoire polonais. L'OUN rencontre un réel écho du fait qu'elle mène le combat armé contre l'occupant polonais.

Pour certains (militants et/ou historiens), cette organisation fut d'emblée une organisation fasciste, ce qui simplifie la discussion mais peut rendre problématique la compréhension de certains épisodes de son histoire, comme le combat contre Pilsudski puis de ses affrontements avec l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale.

Pour d'autres, il conviendrait plutôt de parler de "nationalisme intégral" avec une forte composante fasciste.

Le distinguo permettrait, selon ces derniers, de comprendre que l'OUN ait pu se présenter comme défenseur de l'indépendance ukrainienne, ce qui est plus difficile à concevoir de la part d'une organisation fasciste au sens strict du terme, c'est-à-dire d'une organisation de masse utilisant la violence contre le mouvement ouvrier et démocratique, une force d'abord supplétive de l'appareil d'État et agissant au compte de la bourgeoisie au pouvoir.

Cette organisation va ensuite se diviser en deux branches : l'OUN-b, aile dirigée par Bandera, la plus importante, et l'OUN-m, l'aile dirigée par Melnyk.

Durant la Seconde Guerre mondiale

En 1939, Hitler et Staline se partagent la Pologne. L'armée de Staline prend le contrôle de la plupart des territoires ukrainiens de Pologne, et cela jusqu'à l'offensive de la Wehrmacht de l'été 1941.

Quand l'armée allemande passe à l'offensive, elle a le concours de deux bataillons d'Ukrainiens (quelques centaines d'hommes) formés avec l'aide de l'OUN bandériste.

Cette armée est d'abord bien accueillie par une partie des habitants d'Ukraine occidentale. Cela ne dure guère.

Profitant du départ des troupes russes de Lviv, Stepan Bandera décide de proclamer, le 30 juin 1941, un État ukrainien.

Cinq jours plus tard l'armée allemande met fin à cette aventure. Bandera est arrêté et expédié dans un camp jusqu'à la fin de la guerre, et les deux bataillons seront dissous : au pays des sous-hommes (ce que sont les slaves aux yeux des nazis) il n'y a pas de nation libre...

Par contre, dans ces territoires, l'occupant pousse à l'organisation de pogroms. C'est le cas à Lviv, ainsi que dans d'autres villes. Avec la participation de membres de l'OUN.

L'extermination de la population juive sera ensuite menée directement, sous la direction de Himmler, par les tueurs des Einsatzgruppe. Fin septembre a lieu le massacre de Babi Yar (ou Babyn Yar) : plus de 33 000 Ukrainiens juifs y sont assassinés en deux jours.

Dans le même temps, les déportations au titre du travail obligatoire sont massives. Ceux qui avaient eu des illusions déchantent.

L'OUN-Bandera est ainsi amenée à engager la lutte contre les forces allemandes : fin 1942, une organisation militaire, l'"UPA" est créée en Volhynie par des militants autonomes et des membres de l'OUN melnykistes avant que l'OUN b en prenne le contrôle à l'été 1943 tandis qu'un soulèvement populaire a lieu dans les campagnes de cette région contre l'occupant allemand (ce dernier organise alors une division SS d'Ukrainiens).

Mais l'OUN ne parvient pas à s'implanter dans l'Ukraine "soviétique" largement occupée par l'armée allemande.

Rappelons en outre que, pour sa plus grande part, la population ukrainienne (toutes régions confondues) contribua de manière décisive à la lutte de l'armée de l'URSS et des "partisans" pro-soviétiques contre l'armée allemande. Et qu'elle en paya un prix très lourd.

Durant l'été 1943, l'OUN-b, fut amenée – sur le papier – à infléchir son programme. Ainsi, elle tenta de gommer son antisémitisme et dit vouloir protéger les minorités nationales... Ces inflexions ne changent rien à sa nature profondément réactionnaire.

Après la fin de la guerre, dans quelques territoires, cette organisation poursuivra la lutte armée contre les forces russes, de plus en plus difficilement, jusqu'en 1950.

Tout cela témoigne de l'extraordinaire confusion qui prévalut dans ces territoires ukrainiens, où toute aspiration nationale était conjointement broyée par la politique stalinienne et l'occupation nazie.

Crise de la bureaucratie

Les années d'après guerre sont marquées par une situation économique catastrophique. L'heure n'est plus à rêver d'indépendance, d'autant que l'Ukraine est reprise en main, dans ses nouvelles frontières, par la bureaucratie et sa police qui traque tout opposant, réel ou supposé.

En mars 1953, la mort de Staline ouvre une crise qui révèle les faiblesses du régime. Beria, grand organisateur de la terreur policière et du goulag, doit annoncer la libération d'une partie des 2,5 millions de prisonniers reconnus. Mais les condamnés aux plus lourdes peines ne sont pas concernés. La révolte explose, en particulier au camp de Norilsk (26 mai au 4 août) et dans celui de Vorkouta (fin juillet). À Vorkouta, 15 000 prisonniers (russes, polonais, baltes et ukrainiens) organisent des comités de grèves. Les prisonniers ukrainiens prennent toute leur place dans cette lutte qui sera brisée par les armes. Cette même année 1953, en juin, éclate l'insurrection ouvrière de Berlin-Est occupée par l'armée russe. La répression est féroce.

Le sinistre Beria, arrêté en juin 1953, est liquidé quelques mois plus tard. Khrouchtchev sortira vainqueur de cette lutte pour le pouvoir. Trois ans plus tard va commencer le démantèlement partiel du système concentrationnaire stalinien.

De Khrouchtchev à Brejnev

En 1954 est réaffirmée la "*réunification éternelle, inviolable, progressive et historiquement nécessaire*" de l'Ukraine et de la Russie, sous le contrôle de la Russie. Cette même année 1954, Khrouchtchev décide de rattacher la Crimée à l'Ukraine : ce n'est qu'une mesure administrative devant faciliter la reconstruction, à partir de l'Ukraine, de la Crimée ravagée par la guerre et la déportation (sur ordre de Staline en 1944) des Tatars de Crimée.

La russification se poursuit jusqu'en 1962.

Lui succède alors une phase dite de "renouveau national", plus tolérante vis-à-vis de la langue et la culture ukrainienne.

À Moscou, Khrouchtchev est écarté du pouvoir en octobre 1964 au profit de Brejnev, qui met un coup d'arrêt au processus (relatif) de libéralisation du régime. Dès 1966, la chape de plomb s'abat de nouveau sur la vie culturelle. Et, en Ukraine, la phase de "renouveau national" prend fin en 1971.

Le pouvoir brejnévien réaffirme l'objectif de "fusion" des nations dans un nouveau "peuple soviétique". Pour l'Ukraine, cela signifie nouvelles purges et reprise de la russification.

Sur le plan politique, tout semble figé. Et aucune perspective d'indépendance ne semble envisageable car il faudrait pour cela que soit démantelé le système bureaucratique qui contrôle l'État, toute vie politique et l'ensemble de l'économie.

Premières révoltes

Pourtant, une modification est en cours : la classe ouvrière se reconstitue et s'accroît, souvent issue des campagnes ukrainophones et qui – russophone ou ukrainophone – tend à se considérer comme ukrainienne du fait qu'elle se heurte à la politique dirigée depuis Moscou.

En 1962, d'importantes grèves contre la hausse des prix et les normes de travail touchent plusieurs villes ukrainiennes (Kharkiv, Donetsk, Mariupol). Cette vague de grèves surgit dans la continuité d'une insurrection ouvrière (écrasée par les chars) qui a éclaté le 2 juin 1962 en territoire russe, à Novocheerkassk.

Durant les "années Brejnev", d'autres grèves éclatent, à Kharkiv en 1967 (usine de Tractor Plant), en 1969 à Kyiv, puis tout au long des années 70, en particulier à l'automne 1972 à Dniprodzerzhynsk : là, les travailleurs se sont attaqués aux locaux du Parti stalinien.

Vladimir Klebanov, un mineur ukrainien, créé en 1977 l'Association des syndicats libres. On l'enferme alors, avec deux autres mineurs, dans une prison psychiatrique.

Autre fait majeur : la renaissance d'un mouvement intellectuel en rupture avec la bureaucratie. La répression frappe de nouveau : en août et septembre 1965, des dizaines d'intellectuels sont arrêtés à Kyiv et dans d'autres villes.

Ivan Dziuba

Dziuba est l'un des porte-parole de la nouvelle génération d'écrivains des années soixante (le *shistdesiatniki*) dont la poétesse Lina Kostenko est une figure majeure.

Le 4 septembre 1965 à Kiev lors de la première d'un film de Sergei Parajanov, avec le poète Vassyl Stous, Ivan Dziuba appelle à protester contre la répression politique.

Dans un ouvrage titré *Internationalisme ou russification ?*, il affirme que la politique conduite par Staline vis-à-vis de l'Ukraine relevait du chauvinisme grand russe, et propose de revenir aux principes définis par Lénine. L'ouvrage circule en samizdat (les textes – littéraires ou politiques – souvent reproduits à la main, circulent sous le manteau).

En septembre 1966, lors de la commémoration de l'anniversaire du massacre de Babyn Yar, il dénonce l'antisémitisme officiel et populaire, le premier nourrissant l'autre.

En 1972, il est condamné à 5 ans de prison, puis libéré au bout de 18 mois. Il se notabilisera à l'époque de Gorbatchev. Puis, après la pseudo indépendance, deviendra (de 1992 à 1994) ministre de la culture.

Vassyl Stous

Vassyl Stous connaîtra lui un autre destin.

Journaliste et poète, il fut l'un des membres les plus actifs du mouvement dissident ukrainien. Ses œuvres furent interdites et il passa 23 ans – près de la moitié de

sa vie – au goulag. Il est mort au camp de détention Perm-36, le 4 septembre 1985.

D'autres dissidents furent internés en hôpital psychiatrique, tel le mathématicien Leonide Pliouchtch, qui sera libéré à la suite d'une campagne internationale.

Dislocation de l'URSS

C'est en 1985 que Gorbatchev accède au pouvoir. La pression du capitalisme s'exerce lourdement sur l'économie retardataire de l'URSS alors que la résistance de la population s'accroît. Gorbatchev fait adopter de premières mesures (*perestroïka*) qui ouvrent la voie à une réintroduction du capitalisme. La crise de la bureaucratie ne fait que s'accroître.

C'est dans ce contexte que le mouvement des nationalités explose littéralement, dans les pays baltes et dans

le Caucase d'abord. De gigantesques manifestations ont lieu dans ces pays qui s'affirment indépendants au début de 1988.

La mobilisation en Ukraine s'inscrit dans la suite de cette irruption.

C'est cette mobilisation des masses qui est le facteur décisif.

Mais ces puissants mouvements ne purent entraver les premières mesures visant à réintroduire le capitalisme.

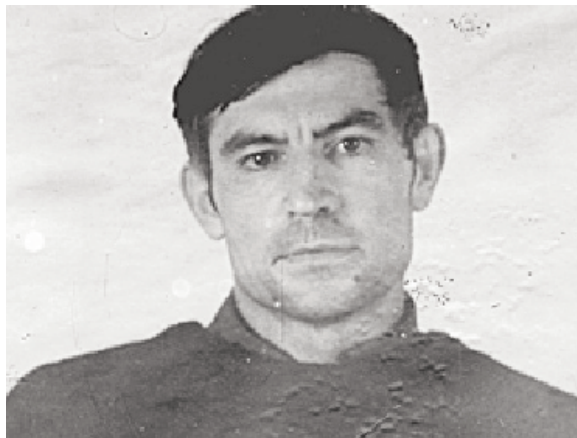
La grève des mineurs de Russie et du Donbas ukrainien,

en juillet 1989, illustre cette difficulté. Exceptionnelle par son ampleur, elle contraignit Gorbatchev à d'importantes concessions. Mais l'accord qu'acceptèrent les délégués des mineurs entérinait aussi des mesures de libéralisation économique : il prévoyait la vente libre du charbon (sur le marché intérieur ou mondial) au-delà du quota réservé à l'État, dans le cadre d'une gestion autonome des mines.

Tout va ensuite très vite : l'effondrement économique s'accélère, et le pouvoir central se délite. En août 1991, une poignée de généraux nostalgiques de l'URSS stalinisée tentent un coup d'État, contre lequel se dressent Eltsine et une mobilisation populaire.

Les puissances impérialistes viennent à l'aide de Gorbatchev. Le 1^{er} août 1991, Georges Bush (le père) vient en Ukraine pour demander aux Ukrainiens de se prononcer contre l'indépendance.

C'est peine perdue. Le 1^{er} décembre 1991, 90 % des habitants de l'Ukraine votent pour l'indépendance. Même dans les régions les plus à l'est du pays, 70 % des habitants (ukrainiens russophones et russes confondus) votent en ce sens.



Vassyl Stous, mort au goulag
 "Il n'y a pas de dieu sur cette terre :
 Il n'a pas supporté – il s'est enfui (...)"

L'indépendance formelle de l'Ukraine est acquise. Mais sans l'Ukraine, l'URSS n'a pas de sens : sa mort est officialisée le 8 décembre. À Moscou, Eltsine est désormais le maître d'un pouvoir qui se réduit à celui de la Russie, qu'il va diriger jusqu'au dernier jour de l'année 1999.

Une indépendance toute formelle

Le mouvement des masses aspirant à l'indépendance a été déterminant dans ce processus. Mais en l'absence de toute forme d'organisation à même de permettre que ce processus soit contrôlé par les travailleurs et à leur profit, c'est la bureaucratie au pouvoir qui a pu (en Ukraine comme dans les autres nations de l'ex-URSS) garder le contrôle de l'appareil d'État "local", désormais celui de l'État ukrainien.

En Ukraine notamment, l'appareil bureaucratique, ne pouvant plus s'opposer à l'indépendance, a entrepris de l'organiser à son profit.

Son objectif, dans le prolongement de la politique initiée par Moscou, est d'aller au bout du processus de restauration du capitalisme. Il en résultera la constitution d'un groupe d'oligarques ukrainiens, le pendant des oligarques russes.



Lina Kostenko, poétesse dissidente, aujourd'hui célébrée
"J'ai un destin que j'ai choisi moi-même
Et qu'il m'arrive n'importe quoi
De rien ne demanderai compte
À mon destin, c'est moi qui l'ai choisi"

1991-2013

On ne fera ici qu'évoquer la série de tristes sires qui se succèdent à la tête de l'État ukrainien pendant plus de 20 ans, à commencer par Leonide Kravtchouk, homme de l'ancien appareil, et président de fin 1991 à 1994, puis Leonide Koutchma, qui accélère le passage à l'économie de marché et se rapproche de la Russie d'Eltsine. Sous le contrôle de la Russie et des États-Unis, les armes nucléaires (de l'ex-URSS) sont retirées d'Ukraine, et un accord avec Moscou préserve les bases russes en Crimée.

L'ukrainien devient, officiellement, la seule langue nationale, mais en pratique, l'usage du russe est préservé.

En même temps, la misère s'accroît. Et l'indépendance est formelle, l'emprise du pouvoir russe demeurant déterminante. Koutchma est reconduit en 1999. Quant aux partis politiques, comme le Roukh, ce sont des partis bourgeois, y compris ceux issus de l'ancienne bureaucratie, comme le Parti communiste reconstitué (KPU) et le Parti Socialiste. La base de ces partis est le plus souvent locale et clientéliste.

L'autoritarisme et la corruption du pouvoir vont croissant. Cela débouche, en 2004 sur une crise confuse, marquée par une révolution "orange" qui contraint à refaire l'élection présidentielle : louchtchenko l'emporte sur

lanoukovitch. Ce dernier accède enfin à la présidence en 2010. Ce sera la révolution de Maïdan qui l'en chassera en février 2014.

La révolution de Maïdan

Un article paru dans *L'Émancipation* n° 3 (novembre 2016) a déjà indiqué, à partir du témoignage d'acteurs de cette révolution, les caractéristiques de cette véritable révolution : le moteur n'en fut pas la suspension par lanoukovitch d'un projet d'accord avec l'Union européenne à la fin de l'année 2013. Cela n'en fut que le détonateur. La véritable cause de cette révolution marquée

par une vague de manifestations d'une ampleur sans précédent et par l'occupation de la place centrale de Kyiv (et d'autres villes) ce fut la volonté d'en finir avec la corruption, avec la violence de la police, la répression des opposants.

Ce même article a abordé la place de l'extrême droite dans cette révolution, sur laquelle les médias et Poutine ont choisi de se focaliser. On n'y reviendra pas ici. Ce qui s'est affirmé lors de Maïdan, c'est une double volonté, qui forme un tout : mettre à bas un régime de plus en plus anti-démocratique, et mettre à bas un régime qui avait accepté de s'engager, sous

l'égide de Poutine, dans une union économique dont chacun comprit qu'elle ne visait qu'à rétablir l'Empire russe défunt.

En faisant échouer cette opération, les Ukrainiens ont marqué une nouvelle étape dans l'histoire de l'Ukraine. Ce mouvement des masses populaires, tenant tête à la violence policière, et contraignant le président à s'enfuir, marque le début véritable de l'indépendance de l'Ukraine. La réaction de Poutine en fut d'autant plus brutale : c'était un coup majeur à son rêve d'empire.

Pour autant, ce n'est pas la fin du combat du peuple ukrainien : cette indépendance restera fragile et, pour une part, incomplète, tant que le capitalisme dominera en Ukraine et que se feront face, à l'est et à l'ouest, les ambitions des grandes puissances capitalistes.

Mais cette histoire confirme une chose : si tout mouvement des masses spontané a des limites, ce sont bien les masses qui font l'histoire.

Serge Goudard □